Beat: Politics

Évaluer si les États-Unis outrepassent leurs prérogatives: affaire Assange - II

Procédure d'extradition visant J Assange

London, 10.03.2026, 19:31 Time

USPA NEWS - Nous signalons un risque juridique majeur. L'extradition envisagée de Julian Assange vers les États-Unis, fondée sur des éléments cités par Yahoo News au sujet des opérations clandestines de la CIA contre WikiLeaks, peut contrevenir aux articles 2 et 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Nous recommandons les mesures suivantes:
- Suspendre immédiatement la procédure d'extradition.
- Ordonner une évaluation juridique indépendante au regard des articles 2 et 3 CEDH.
- Demander aux autorités américaines des garanties diplomatiques complètes, vérifiables et opposables.
- Publier les conclusions de l'examen et ajuster la procédure en conséquence.

Nous confirmons que Julian Assange vit libre en Australie.

- Situation actuelle: Julian Assange est libre et réside en Australie depuis juin 2024. Aucune procédure d'extradition, de détention ou d'action pénale majeure n'est en cours contre lui aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Il maintient un profil public discret, consacre du temps à sa famille et publie ponctuellement des déclarations sur la liberté de la presse et les enjeux mondiaux.

- 24–26 juin 2024: Assange a plaidé coupable à Saipan (Îles Mariannes du Nord) d'un chef de complot en vue d'obtenir et de divulguer des informations de défense nationale classifiées (Espionage Act). Le tribunal l'a condamné à la peine déjà purgée (environ 62 mois au Royaume-Uni) et a ordonné sa libération immédiate. Il est rentré en Australie le 26 juin 2024, mettant fin à 14 ans de contentieux.

- Octobre 2025: Son équipe juridique a sollicité une peine de 20 ans en Espagne contre David Morales, ex-dirigeant d'UC Global, accusé d'avoir espionné Assange à l'ambassade d'Équateur à Londres pour le compte de la CIA.

- Décembre 2025: Il a déposé une plainte pénale en Suède contre la Fondation Nobel pour tenter de bloquer le versement du prix Nobel de la paix 2025 à la politicienne vénézuélienne María Corina Machado, en invoquant une facilitation de crimes de guerre.

- Mars 2026: El País rapporte le décès de David Morales d'une maladie non divulguée, quelques mois avant son procès. La procédure se poursuit contre Michel Wallemacq, directeur des opérations d'UC Global, qui risque jusqu'à cinq ans de prison. Des témoins et des messages corroborent l'opération de surveillance liée à la CIA. Assange avait antérieurement réclamé 13 à 20 ans de prison pour Morales.

Ces développements soulèvent des questions structurantes sur la protection des droits humains et la liberté de la presse, tout en rappelant les obligations juridiques qui encadrent l'extradition au Royaume-Uni. Nous recommandons de suivre les procédures en Espagne liées à UC Global et de surveiller les prises de position des organisations professionnelles et des autorités britanniques.

Article online:
https://www.uspa24.com/bericht-26600/valuer-si-les-tats-unis-outrepassent-leurs-prrogatives-affaire-assange-ii.html

Editorial office and responsibility:
V.i.S.d.P. & Sect. 6 MDStV (German Interstate Media Services Agreement): Alex Morgan

Exemption from liability:
The publisher shall assume no liability for the accuracy or completeness of the published report and is merely providing space for the submission of and access to third-party content. Liability for the content of a report lies solely with the author of such report. Alex Morgan

Editorial program service of General News Agency:
UPA United Press Agency LTD
483 Green Lanes
UK, London N13NV 4BS
contact (at) unitedpressagency.com
Official Federal Reg. No. 7442619